

Rebonds

L'intervention américaine a, malgré tout, provoqué une dynamique politique nouvelle à Bagdad.

Irak, l'étape des compromis

Par Zaki LAÏDI
lundi 04 avril 2005

Zaki LAÏDI est politologue au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri).

Dernier ouvrage paru : «la Grande Perturbation», Flammarion (2004).

Ce texte fait suite à un colloque «Où va l'Irak ?» organisé, à l'occasion du deuxième anniversaire de la chute de Bagdad, par l'association En temps réel (www.entempsreel.org).

Jusqu'aux élections du 31 janvier dernier, notre jugement collectif sur la situation en Irak ne nous portait guère au doute : l'intervention américaine avait été un échec à peu près complet. Les armes de destruction massive – motif officiel de la guerre – n'avaient pas été trouvées. Quant à la transition politique, elle avait été gérée de manière doctrinaire et donc catastrophique : l'Etat irakien déjà en lambeaux s'est littéralement effondré, le libérateur s'est vite transformé en occupant. La communautarisation immédiate de la société irakienne dès la chute de Bagdad et la montée en puissance de la communauté chiïte ont contribué à assombrir le tableau.

Aujourd'hui, deux ans après la chute de Bagdad et deux mois après les élections, il n'est plus possible d'analyser la situation irakienne de manière aussi négative et pessimiste. Certes, tout est encore possible, y compris le pire. Mais il nous faut admettre un fait politique majeur : les élections du 31 janvier ont, contre toute attente, créé une nouvelle dynamique politique en Irak.

Certes, pour ceux qui connaissent l'histoire troublée du monde, ce changement créé par les élections n'est pas inédit. Au Sud-Vietnam, en 1967, des élections à peu près libres, organisées par les Etats-Unis, avaient suscité les mêmes commentaires : pessimisme extrême avant les élections et très fort optimisme juste après. Il est donc tout à fait possible que ce schéma soit réédité en Irak en l'absence d'accord politique interne. Mais la situation est malgré tout différente. Au Vietnam il y avait un Nord-Vietnam qui incarnait, y compris par la force et la cruauté, une résistance nationale à un occupant. En Irak, ce rôle pourrait revenir aux sunnites. Mais ils sont minoritaires. Or sans alliance politique avec d'autres forces, ils sont condamnés à une marginalisation, à moins que les autres forces ne parviennent pas à s'entendre.

Les élections ont été un succès en Irak car pour les deux tiers de la population irakienne, chiïte et kurde, elles exprimaient la volonté de se voir reconnaître à la fois comme les victimes de la tyrannie baasiste et comme les futurs maîtres du jeu politique irakien. Ce plébiscite n'ouvre pas un boulevard à la démocratie mais crée une porte d'entrée pour celle-ci. Certes, chiïtes et Kurdes peuvent et pourront toujours s'opposer, voire s'entre-déchirer. Mais pour le moment, leur intérêt est de parvenir à un accord politique. Or cet accord a été rendu possible par les élections et légitimé par elles. Par ailleurs, même s'il est fragile et s'il défavorise – pour le moment – les sunnites, il n'en demeure pas moins vrai qu'il se déroule de manière pacifique. Et en soi, cela constitue un indéniable progrès. Dans une des anciennes tyrannies les plus abjectes du monde arabe, toute évolution qui serait même à peine meilleure

que celle précédant la chute de Saddam apparaîtra comme un succès. C'est d'une certaine façon ce qui se passe en Afghanistan, où le président Karzaï a acquis une légitimité nationale malgré le soutien américain. Symboliquement tout ceci n'est pas sans importance même si à l'évidence l'Irak n'est pas l'Afghanistan.

Ces élections ont donc eu pour mérite essentiel de créer un jeu politique national irakien où les acteurs ne sont pas tous de simples agents de la puissance occupante. MM. Allaoui et Chalabi – cousins par ailleurs – sont les perdants provisoires de cette consultation, ce qui interdit de penser que les jeux étaient faits d'avance. Par ailleurs, même si ces élections ont été une indiscutable victoire pour les chiïtes, on ne peut pas dire qu'elles constituent une victoire éclatante pour le clergé chiïte. L'ayatollah Sistani a joué un rôle central dans le succès de ces élections, mais cela n'en a pas fait pour autant l'arbitre absolu du jeu politique irakien. Là encore le fait qu'aucun acteur n'ait remporté de victoire éclatante peut parfaitement déboucher sur le chaos. Mais il peut aussi faire naître une culture du compromis, ingrédient essentiel de la culture démocratique.

En premier lieu, les Américains ont beaucoup appris de cette intervention qui, militairement, reste un conflit d'intensité moyenne, incomparablement plus faible que le Vietnam ou même l'Algérie. Ils ont rapidement découvert que leurs hommes à Bagdad n'étaient pas forcément les plus crédibles et ont, de ce fait, été amenés à composer. Eux qui voulaient répandre la démocratie n'envisageaient la tenue d'élections que dans un délai de trois ans. C'est l'ayatollah Sistani qui les a contraints à réduire la transition et à admettre donc des élections plus rapprochées. De ce fait, et c'est ce qui explique leur succès, ces élections sont apparues comme des élections voulues par les Irakiens – sauf les sunnites – et non par les Américains. Les Irakiens se sont donc réappropriés les élections, ce qui ne peut que réjouir les Etats-Unis en tout cas pour le moment. Naturellement, là encore, il nous faut éviter de passer d'un excès de pessimisme à un excès d'optimisme. Si ce début de transition se confirme, la question du retrait des troupes américaines se retrouvera assez vite posée. Or celles-ci ne se retireront pas sans garantie sur le maintien de bases, l'accès aux ressources, etc. Par ailleurs, tout faux pas américain en Iran se retournera contre eux en Irak.

L'enjeu central sera de trouver un équilibre entre la volonté des Américains de s'implanter politiquement en Irak et la nécessité que les forces politiques irakiennes ont à maintenir une présence américaine sur leur sol pour arbitrer le cas échéant leurs inévitables rivalités.

L'Amérique peut ainsi devenir l'arbitre du jeu politique interne irakien – ce qui est son objectif – sans que celui-ci apparaisse comme purement et simplement imposé de l'extérieur. Rien ne prouve que ce scénario triomphera. Mais nous ne pouvons pas exclure qu'il s'impose. Dans ce cas – et dans ce cas seulement – l'intervention américaine apparaîtra comme une rupture politique majeure dans l'ordre international qui confirmera la capacité des Etats-Unis à modifier l'ordre international dans tous les lieux de la planète où leurs intérêts majeurs sont en jeu. Cette dynamique aura-t-elle alors un effet d'entraînement sur d'autres régimes de la région dont l'incurie n'est plus à démontrer ? Il est trop tôt pour le dire, d'autant que dans la plupart de ces pays, ce sont les islamistes qui apparaissent comme les véritables challengers des régimes en place. Cette hypothèse n'est pas à exclure en Irak même si les Américains ont prévu des garanties contre un écrasement des Kurdes et des sunnites.

Dans cette hypothèse – et dans cette hypothèse seulement – le regard rétrospectif que nous avons porté sur l'intervention américaine s'en trouverait modifié. Par là même il décuplerait la puissance de l'Amérique dans le monde et la crainte qu'elle suscitera. Ce qui est sûr c'est que face à cette dynamique politique nouvelle l'Europe ne peut plus continuer à compter les points. Il lui faut désormais inventer une nouvelle politique et sortir du conformisme dans lequel elle vit. Les Européens pourraient donner un premier signe fort en entrant en contact direct et officiel avec tous les opposants politiques de ces régimes qui se prétendent démocratiques. L'absence de démocratie est bien la plaie politique des pays arabes et la cause

de leur déclassement. Les Américains ont le mérite de poser le problème en ces termes, même si leurs méthodes sont brutales et leur politique plus contradictoire qu'elle n'y paraît. Mais leurs contradictions et leurs erreurs de jugement ne doivent plus servir de cache-misère à une politique européenne peu imaginative et perçue localement comme toujours favorable à des régimes impopulaires.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=287030>

© Libération